



Éditorial

Quel est le but poursuivi par les individus qui transgressent le droit international ? Un survivalisme à grande échelle ? La question mérite d'être posée, non pour effaroucher les peuples, mais pour réagir pendant qu'il en est encore temps. En Palestine et Gaza particulièrement, il est temps de s'opposer aux atrocités commises délibérément par l'État d'Israël si l'on veut encore parler d'humanité. Le geste politique de la France de reconnaître l'État de Palestine entraînant neuf autres pays est une décision considérable. Elle doit s'accompagner de mesures conséquentes afin d'éviter l'effacement des Palestiniens en tant que nation.

Un autre enjeu à portée de main est de prendre soin des électeurs et notamment ceux du RN qui ont soif d'une vie non mutilée, comme tout le monde.



Les forces de vie
de Francine Babot

Peut-on compter sur les édiles locaux pour faire bien, c'est-à-dire éviter le malheur ? Rien n'est moins sûr quand on voit ce qui est arrivé à l'association D'Un Livre L'Autre à Poitiers et au cinéma d'art et essai *Les 400 Coups* à Châtellerault. Des décisions terrifiantes : un crime culturel d'un côté et des frappes assassines de l'autre. Ce n'est pas faute de mobilisations citoyennes pour défendre les droits culturels. La mobilisation contre la loi Duplomb pour un environnement sain pourra-t-elle faire mieux ?

Philippe PINEAU
Président

Section de Châtellerault de la LDH

Sommaire

Éditorial	p. 1
Agir contre la « loi Duplomb »	p. 1
Gaza : l'horreur sans fin	p. 2
Prendre soin des électeurs	p. 2
Le drame des <i>400 Coups</i>	p. 3
D'Un Livre L'Autre évincée de la prison	p. 3
Le survivalisme néofasciste	p. 4

Agir contre la « loi Duplomb »

Depuis le 11 août 2025, et malgré un léger recul sur l'acétamipride, la « loi Duplomb » s'applique dans toute son absurdité : facilitation à la création de fermes-usines et de bassines de rétention d'eau, réduction des pouvoirs de la police de l'environnement, intégration de l'archéologie préventive à un régime d'exception affaiblissant les capacités d'intervention de l'État. En parallèle, cette loi ignore les réelles entraves que sont l'absence de revenu et les difficultés d'accès au foncier agricole, comme le souligne la Confédération paysanne.

Deux initiatives vont peut-être permettre de rouvrir prochainement ce dossier. La pétition demandant l'abrogation de cette loi, signée par plus de 2 millions de personnes, va prochainement être étudiée en commission à l'Assemblée nationale, avant un éventuel débat dans l'hémi-

cycle. Et le groupe Écologiste et Social de l'Assemblée nationale a déposé une proposition de loi visant à l'abroger et à encadrer efficacement l'utilisation des pesticides. Le deuxième point de cette proposition porte sur « l'interdiction définitive des néonicotinoïdes et la prévention des risques liés aux pesticides » : il stipule notamment que les pesticides interdits en agriculture doivent l'être aussi dans les produits biocides et les médicaments vétérinaires.

Il faut suivre de près ces initiatives et nous faire entendre, tant il est vital pour notre environnement – et, donc, notre santé – de sortir au plus vite de ce modèle agricole industriel destructeur.

Michel PHILIPPE
Section de Châtellerault de la LDH

Gaza : l'horreur sans fin

Chaque jour Gaza s'enfonce un peu plus dans l'horreur : famine, épidémies, bombardements, drones en survol permanent, tireurs d'élite, destructions.

Le colonialisme de peuplement est historiquement fondé sur une violence extrême, mais elle atteint un paroxysme à Gaza avec l'utilisation des moyens de destructions les plus modernes. Cette guerre génocidaire a été conçue et préparée par le gouvernement israélien pour provoquer la catastrophe, l'effondrement et l'effacement de tout un peuple. Elle vise directement et intentionnellement les civils, le Hamas servant de prétexte. Ainsi parle-t-on maintenant de futuricide pour englober l'ensemble des actions d'annihilation à l'œuvre, génocide, ur-bicide, domicide, écocide, mais aussi scolasticide, culturicide, mémoricide.

Les bombardements visent les maisons, les immeubles, les hôpitaux et les soignants, les universités, les étudiants et

les professeurs, les écoles et les enseignants, les terrains de jeux, les mosquées, les églises, les réservoirs d'eau, les musées, les bibliothèques et bien sûr les journalistes qui disent l'horreur. Le but est de tuer le plus de Palestiniens possibles, même les cimetières sont visés. La population est poussée à partir, ceux et celles qui n'obéissent pas seront décrétés responsables de leur propre mort et de celle de leur famille.

L'anéantissement du tissu social est aussi écologique. Plus de 40 millions de tonnes de gravats qui recouvrent des restes humains jonchent le territoire ; les terres agricoles ont été ravagées ; les agriculteurs visés par les drones ; les pesticides épandus par l'armée israélienne rendent les sols stériles, l'eau de mer au large de Gaza est saturée d'eaux usées après la destruction des stations d'épuration.

Ainsi les Palestiniens de Gaza n'auront plus ni passé, ni présent, ni futur ; Israël

voudrait les effacer totalement comme elle aurait voulu le faire après la première Nakba.

Le but en rendant Gaza inhabitable est d'expulser 2 millions de personnes. Comme la tâche est difficile, Israël a entrepris de les regrouper dans certaines zones, sortes de petits ghettos sous contrôle militaire. Israël a prévu de rester à Gaza, d'autant qu'il pourrait ainsi piller les importantes réserves de pétrole et de gaz au large de Gaza.

Pendant ce temps-là, l'annexion de la Cisjordanie progresse avec les mêmes techniques guerrières que celles employées à Gaza. Et le bombardement au Qatar rappelle la volonté d'Israël de vassaliser tout le Proche-Orient, y compris les alliés des Etats-Unis.

Daniel TRILLON

Président d'honneur

Section de Châtelleraut de la LDH

Prendre soin des électeurs

Convaincre un interlocuteur en l'insultant ? C'est souvent ainsi qu'on s'adresse aux électeurs du RN. Comme l'a souligné le philosophe Bernard Stiegler dans sa *Pharmacologie du Front National* (2013), notre « bien-pensance » nous conduit à faire de ceux qui déversent leur haine sur des boucs émissaires d'autres boucs émissaires. Nous prenons ces électeurs pour des « imbéciles » ou des « ordures ». Pourtant, la gauche a une autocritique à faire : le ressentiment est le fruit d'humiliations et de désespérances auxquelles elle n'a pas répondu, laissant ainsi le champ libre à ceux qui font des « parasites » les responsables de cette situation. La « bien-pensance de gauche » aussi est coupable d'oublier les leçons de Marx sur le rôle de l'idéologie, ces discours de détournement d'attention qui dissimulent et légitiment les mécanismes d'oppression. Le marketing néolibéral, appliqué à toutes les sphères de la pensée, a détruit la capacité d'attention avec le web, la capacité de désirer avec le consumérisme, le plaisir pris au travail... L'âme de l'Homme s'en voit mutilée, l'oppression renforcée et la gauche a oublié ces questions. Prendre soin de tous les électeurs, les considérer et réclamer la possibilité d'une vie non mutilée est indispensable si l'on veut faire échec au RN.

Marc SEMINEL

Section de Châtelleraut de la LDH



La LDH à la fête de la MPT

ENTRÉE GRATUITE



24^e SOIRÉE DE SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE PALESTINIEN

Conférence-débat

Palestine, pas de paix sans justice
par Anne TUAILLON

Présidente nationale
de l'Association France Palestine Solidarité

Mercredi 3 décembre à 20h30

**Maison Pour Tous
Quartier Châteauneuf**

Avec aussi : Lecture de poèmes palestiniens - Dégustation de thé et gâteaux

Le drame des 400 Coups

Le cinéma *Les 400 Coups* connaît un épisode dramatique cette année avec la réduction des subventions versées par Grand Châtellerault, ce qui oblige le conseil d'administration qui le gère et l'anime à engager des procédures de licenciement au sein de la structure culturelle.

Les 400 Coups, cinéma entièrement consacré art et essai avec cinq labels couvrant l'ensemble des publics, possède une formidable équipe professionnelle dévouée à la transmission du 7^e Art aux cinéphiles. Il est très douloureux de savoir qu'il est rendu vulnérable par la communauté urbaine qui choisit de fragiliser sciemment l'avenir du cinéma par des arguments inappropriés. En effet Grand Châtellerault ose comparer *Les 400 Coups* au *Loft Cinémas* qui programme une majorité de films commerciaux, mais possède aussi d'autres qualités.

Ce n'est pas faire preuve d'une bonne vision de ce que la culture apporte à l'humanité, soit une sensibilité à la beauté, un développement de la perspicacité et une propension à « courtiser le consentement de l'autre » dirait Emmanuel Kant. Bref tout ce dont les citoyens ont besoin aujourd'hui pour éviter de sombrer dans la servitude, accéder à l'humanisme et cultiver le goût de s'émouvoir collectivement. Aveugles, les élus de Grand Châtellerault possèdent une grande responsabilité dans la tragédie des *400 Coups*.

Philippe PINEAU

Président

Section de Châtellerault de la LDH



D'Un Livre L'Autre évincée de la prison

L'association D'Un Livre L'Autre, créatrice de la *médiathèque Naguib Mahfouz* à la prison de Poitiers, puis Poitiers-Vivonne, est exclue par l'Administration pénitentiaire de l'animation culturelle qu'elle développait depuis 1983 au sein de cette médiathèque en complément de l'intervention de la bibliothécaire professionnelle de la médiathèque François-Mitterrand de Poitiers que l'association composée de bénévoles qualifiés a contribué à asseoir sur un poste entier.

Cet évincement préparé secrètement par le directeur fonctionnel adjoint des services d'insertion et de probation de la Vienne (DFSPIP 86) agissant arbitrairement a été rendu possible par l'assentiment de Grand Poitiers. La mise au pas de Grand Poitiers souhaitée par l'agent pénitentiaire aux pratiques inqualifiables a été acceptée sans problème par les élus républicains engoncés ensuite dans une dérive masquée par un conventionnement policé entre les deux institutions. La convention signée pour trois ans, tacitement reconductible, est ainsi le fruit de cette connivence déloyale dont le substrat est l'éviction de D'Un Livre L'Autre, actrice historique du processus de développement de la lecture publique au bénéfice des personnes détenues au



centre pénitentiaire de Poitiers-Vivonne.

Cette éviction est un assassinat administratif, car l'activité de la valeureuse association est liée à l'enrichissement de la *médiathèque Naguib Mahfouz* (participation à l'accroissement des collections ; invitation de 120 écrivains avec découverte de chacune de leurs œuvres ; publication de la revue littéraire *Liseron* (57 numéros) ; ateliers d'écriture ; cycles de lecture à voix haute). D'Un Livre L'Autre a même reçu la *Médaille pénitentiaire* en 1989 pour ce magnifique travail, et le récipiendaire n'est autre que le président actuel de l'association. Plus tard, la première bibliothécaire et cofondatrice de l'association sans qui rien n'aurait été construit, actuelle trésorière, a été faite chevalier de la Légion d'honneur

par le Premier ministre de l'époque et son délégué fut l'avocat Francis Jacob, membre honoraire de la LDH.

D'Un Livre L'Autre ne consent pas à ce crime culturel. L'association pionnière a été le ferment de bien d'autres initiatives en France. Elle porte la personnalité morale d'une action capable de dépasser la contradiction majeure entre médiathèque, espace de liberté, et prison, lieu de coercition. Elle témoigne de la qualité du partenariat non subordonné et résiste à l'obéissance servile. Alors cette agression de D'Un Livre L'Autre signifie-t-elle le retour aux années 1970 dans les prisons françaises ?

Alexandre AMEILHON

Section de Châtellerault de la LDH

Le survivalisme néofasciste

Les rapports du GIEC et de l'IPBES se succèdent, la planète flambe et la biodiversité décroît à vitesse vertigineuse sans presque qu'aucune mesure à la hauteur de l'enjeu ne soit prise. Nous assistons, bien au contraire, à un détricotage des lois visant la préservation des écosystèmes et des équilibres climatiques.

Comment expliquer cette situation ? Les historiens le diront, mais l'on peut dès à présent risquer quelques hypothèses.

D'abord, on trouve une architecture économique, celle de la mondialisation financiarisée, où chaque économie nationale est prise dans les rets de règles qui les rendent dépendantes les unes des autres. Dans ces conditions, impossible de changer radicalement de politique sans devenir faible économiquement et, donc, une proie. Une politique écologiste ne pourra être préparée et mise en œuvre que si elle est portée au niveau de la « communauté internationale ».

De plus, cette « communauté internationale » régie par l'ordre onusien voit certains, les Poutine, Trump et Netanyahu notamment, fouler aux pieds le droit international sur lequel cet ordre, certes imparfait, reposait. Et, la fin du droit international ce n'est pas seulement le retour de la force dans les relations internationales, c'est aussi la fin de la solidarité entre les nations et de l'espérance d'un avenir meilleur pour chaque être humain sur cette planète, c'est, finalement, le retour d'un impérialisme prédateur et de la barbarie la plus abjecte.

Mais, tentons d'aller un peu plus loin : si presque rien n'est fait pour sauver la planète alors que tout le monde sait quels drames nous guettent, n'y a-t-il pas plus qu'une forme d'impéritie ? Car, si l'incendie de l'extractivisme et du productivisme est attisé chaque jour un peu plus, ne doit-on pas en conclure que c'est précisément le but poursuivi ? Si Poutine a envahi l'Ukraine, grenier

à blé également riche en terres rares, si Trump lorgne sur le Groenland et le Canada parce qu'il a, dit-il, « besoin de leurs ressources », ne peut-on pas voir là ce que l'on pourrait nommer un « survivalisme à grande échelle » ?

Hâter le chaos pour mieux en tirer parti, ce pourrait être un programme cohérent pour des néofascistes aux yeux desquels seul compte leur clan et les autres pouvant bien mourir. Quant aux libéraux, ils préparent la guerre et abdiquent lâchement sur les transgressions du droit international. Aussi, plus que jamais, avons-nous besoin de nous unir pour défendre le droit international et l'effectivité des droits pour tous les Hommes au sein de notre habitation commune.

Marc SEMINEL

Section de Châtelleraut de la LDH



*Bulletin de la section
de Châtelleraut
de la Ligue des droits de l'Homme*

Maison pour tous
10 rue du Nouveau-Brunswick
86100 Châtelleraut
Téléphone : 06 88 32 01 49

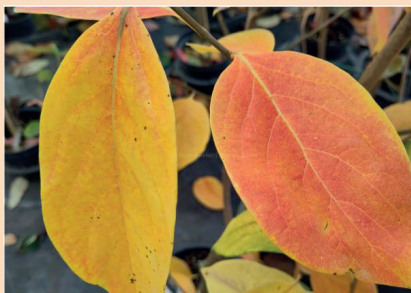
Courriel :
ldhchatel@ldh-france.org

Directeur de la publication et
conception : Philippe PINEAU

Maquette :
FABRY Armelle - Caramel Design
Téléphone : 06 16 67 39 99

La fin de la revue *Liseron*

Liseron était la plus ancienne revue littéraire diffusée spécialement à la prison de Poitiers-Vivonne. Publiée par l'association D'Un Livre L'Autre, elle ne survivra pas à la mise à mort de l'association (voir p.3). Des Châtelleraudaises et Châtelleraudais auront contribué à sa richesse. Des plumes : Pierre Morineau, Lise Beaubeau, Daniel Trillon, Marguerite Chenu, Gilles Lefébure, Philippe Soufflet, Louise Ouvrard, Myriam Champigny-Cohen, Philippe Pineau. Des artistes : Hervé Tartarin, Anne-Marie Sieurin, Gildas Le Reste, Jean-Marie Guyoton, Gérard Adde, Serge « Bobby » Charton, Hervé Sornique, Dominique Rouzié, Francine Babot, Christian Vatan, Dominique Eichaker, Jean-Michel Bouillaud, Gérard Levasseur. *Liseron* aura donné du baume au cœur aux prisonniers originaires de Châtelleraut.



Haïku de l'automne

Dessus le mur gris
Larmes d'or de diospyros
Départ d'hirondelles

Sunsiaré Wallada

Pour vous informer, pour adhérer, pour faire un don... contactez-nous !

Le bureau de la section de Châtelleraut est à votre disposition. Vous pouvez le joindre aux adresses postale et électronique, et par téléphone.

N'hésitez pas à contacter la LDH pour défendre la cause des hommes / femmes // citoyens / citoyennes, et promouvoir l'exercice effectif des droits civils et politiques, économiques, sociaux et culturels.

Faire vivre la LDH, c'est faire vivre la démocratie et la République !

Voyez aussi <http://www.ldh-france.org/missions-de-la-ldh/>

